

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DÉPARTEMENT
ISÈRE**

**SYNDICAT MIXTE DE LA
BOUCLE DU RHÔNE EN
DAUPHINE**

**DÉLIBÉRATION
BUREAU**

N° BS2025 – 11

Page 1/2

Nombre de conseillers

- en exercice : 13
- présents : 10
- votants : 10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE DE LA BOUCLE DU RHÔNE EN DAUPHINE

L'an deux mil vingt-cinq le vingt-trois juillet, le Bureau syndical dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à St-Marcel-Bel-Accueil sous la présidence de Monsieur BLANC Aurélien Président.

Présents : Mesdames, Messieurs BLANC Aurélien, BOITEUX Myriam, CERVERA Frédéric, DROGOZ Alexandre, ROUBA LOPRETE Nathalie, SBAFFE Jean-Louis.

En visioconférence : CARRIER SALVADOR REDON Bernard, EMERAUD David, GIROUD Christian, MURILLON Régis,

Excusés : Mesdames, Messieurs CUISNIER Jacques, DAVRIEUX Roger, LAURENT Philippe ;

Pouvoir de : néant

Objet : Avis sur le projet de PLU arrêté de Trept

La commune de Trept, par délibération du 24 juin 2025, a arrêté un nouveau projet de PLU.

En tant que Personne Publique Associée, le SYMBORD est amené à se prononcer sur ce projet.

Après présentation de l'analyse du projet par les services du Symbord (note annexée à la délibération), les membres du Bureau décident à l'unanimité de donner un avis favorable à ce projet, sous réserve de prise en compte des remarques suivantes :

Il est demandé de tenir compte de l'ensemble des remarques détaillées formulées dans la note annexée à la délibération lors de l'approbation du PLU.

D'une manière générale, il convient de compléter le diagnostic sur l'état des ressources disponible.

Il est demandé de revoir le scénario de répartition des nouveaux logements dans un sens plus favorable aux orientations du SCoT en la matière.

Il est demandé que les éléments relatifs à la zone d'activité du Courné soient clarifiés entre les différentes parties du PLU, notamment en ce qui concerne les compensations évoquées dans les justifications et les éléments des OAP. Il importe de tenir

Date de convocation :

11 juillet 2025

compte des éventuelles consommations de foncier naturel, agricole et forestier, qui, si elles devaient faire l'objet de compensations, ne sauraient être que préalables.

Il est demandé de retirer la parcelle non bâtie de la zone d'activités de la Sérrière ou de l'inclure dans les consommations d'ENAF

Il est demandé de définir un sous zonage de la zone UA dans lequel les usages du sol hors centralité sont interdits, ou de justifier que la centralité s'étend sur l'ensemble de la zone UA

Il est demandé de préciser les rues ou portions de rues dans lesquelles les changements de destination des activités commerciales est interdit.

ADOpte à : 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Le Président,



Aurélien BLANC